

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule Risques Anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2024-031-DREAL du 11 JUIL. 2024

portant des prescriptions complémentaires à la société Union Française des Alcools et
Brandies (UFAB) pour l'extension du chai n°5 exploité sur la commune de Vauvert

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et ses textes d'application, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-47 ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret modifié n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suite à la transposition de la directive européenne dite « seveso III » ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite « SEVESO III » ;
- VU** l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- VU** l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des établissements relevant du régime SEVESO seuil haut ;
 - VU** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00001 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n°94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n°08.025N du 3 mars 2008 actualisant les prescriptions techniques applicables à la SICA FINEDOC concernant ses activités de distillation, de stockage de produits distillés et de production de compost, d'engrais et de colorants sur la commune de Vauvert ;
 - VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°11.202N du 5 décembre 2011 réglementant l'exploitation des installations de stockage et de vieillissement d'alcools de bouche exploitées par la S.A UNION FRANCAISE DES ALCOOLS ET BRANDIES (UFAB) à Vauvert ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n°20-144-DREAL du 22 juillet 2020 portant prescriptions complémentaires pour la création d'un nouveau chai (chai n°5) exploité par la société UFAB sur la commune de Vauvert ;
 - VU** l'étude de dangers produite par l'exploitant SICA FINEDOC en août 2009 dans le cadre de l'actualisation quinquennale prescrite à l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008 susvisé, ainsi que l'étude de dangers complémentaire transmise en juin 2011 suite à la scission du site en deux entités indépendantes (UDM et UFAB) ;
 - VU** le porter à connaissance maîtrise de l'urbanisation sur les risques technologiques d'août 2012 ;
 - VU** l'actualisation de l'étude de danger portant sur deux phénomènes dangereux majeurs classés en « MMR Rang 1 » de la grille de criticité définie à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé transmise en février 2018 ;
 - VU** le porter à connaissance en date du 23 janvier 2024 accompagné du dossier technique transmis par la société UFAB ;
 - VU** les compléments au dossier de porter à connaissance transmis le 5 mars 2024 par la société UFAB ;
 - VU** l'avis du service départemental d'incendie et de secours du Gard du 9 avril 2024 portant sur le volet « désenfumage » ;
 - VU** le rapport et les propositions en date du 21 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;
 - VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 21 mai 2024 ;
 - VU** les observations présentées par l'exploitant sur ce projet le 1^{er} juillet 2024 suite à la réunion avec le Service Départemental d'incendie et de Secours du Gard sur le site le 11 juin 2024 ;
- CONSIDÉRANT** que la société UFAB exploite une installation de stockage et de vieillissement d'eaux de vie et de brandies sur le territoire de la commune de Vauvert ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 23 janvier 2024 la société UFAB a porté à la connaissance du préfet la modification d'exploitation projetée pour la construction d'une extension (niveau R+1) du chai n°5 sur l'emprise de son site industriel autorisé ;

CONSIDÉRANT que la société UFAB a accompagné ce porter à connaissance d'un dossier technique présentant le projet et explicitant les impacts et dangers liés à cette modification des conditions d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant projette la construction d'une extension pour augmenter la production de Brandies qui nécessitent un vieillissement sur 12 mois ;

CONSIDÉRANT que le chai dans sa configuration actuelle et son extension sont implantés dans le périmètre ICPE actuellement autorisé ;

CONSIDÉRANT que la création de l'extension du chai n°5 ne fait pas entrer les projets déjà autorisés au bénéfice de la société UFAB dans les seuils du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette modification peut être considérée comme non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, compte tenu notamment du fait :

- que l'augmentation du volume de liquides inflammables stocké engendrée par ce projet est inférieure au seuil d'enregistrement ou d'autorisation de la rubrique 4755 (augmentation d'environ 3 %), à production constante et qu'elle ne modifie ni le régime de classement de l'établissement au regard de la nomenclature ICPE ni son statut SEVESO ;
- que l'augmentation d'émission diffuse de composés organiques volatiles induite par le projet est limitée à 5 %;
- que les distances d'effets thermiques et de surpression du chai et de son extension sont incluses dans celles prises en compte dans le porter à connaissance maîtrise de l'urbanisation sur les risques technologiques d'août 2012 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées à l'installation ne modifient pas notablement les conditions de fonctionnement de l'établissement et ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de renforcer les mesures imposées à l'exploitant pour prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations pour tenir compte des modifications non substantielles présentées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'une étude de dangers a été produite par l'exploitant en août 2009 dans le cadre de l'actualisation quinquennale prescrite à l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2008 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une étude de dangers complémentaire a été fournie par la société UFAB en juin 2011 suite à la scission du site en deux entités indépendantes (UDM et UFAB), pour évaluer les impacts de cette séparation d'activités en termes d'augmentations potentielles des risques du fait de la présence de deux exploitants indépendants sur un même site ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers de 2009, complétée en 2011 a fait l'objet d'une première actualisation en février 2018, portant sur l'examen de deux accidents potentiels classés en MMR rang 1 de la grille de criticité définie à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que des modifications non substantielles ont été apportées aux installations exploitées par la société UFAB en août 2019 (construction d'un nouveau chai dénommé chai n°5) et en mars 2024 (extension du chai n°5) ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre particulier de ces compléments successifs à l'étude de dangers du site de l'UFAB transmis depuis la scission du site SICA FINEDOC en deux entités indépendantes (UDM et UFAB), il est nécessaire d'établir une étude de dangers mise à jour, autoportante et actualisée sans que le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques, les conclusions de la précédente étude de dangers de référence de l'installation et la compatibilité du site avec son environnement n'aient été remis en cause ;

CONSIDÉRANT que pour cela, la notice de réexamen, document introduit par l'avis du 8 février 2017 dans le but de cadrer et de matérialiser auprès de l'administration le travail de réexamen d'une étude de dangers effectué par l'exploitant d'une installation Seveso seuil haut pour statuer sur son caractère adapté et ainsi sur la pérennité de la maîtrise des risques d'une installation, est le support approprié ;

CONSIDÉRANT que bien qu'il ne s'agisse pas d'une exigence réglementaire pour le site de l'UFAB, classé sous le statut Seveso seuil bas, le format de la notice reste adapté à l'ensemble des installations soumises à autorisation afin de mener cette mise à jour ;

CONSIDÉRANT que la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire d'imposer à cette installation des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10 001 – 30 600 VAUVERT, désignée ci-après l'exploitant, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine située à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 – Parcelles cadastrales

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La société Union Française des Alcools et Brandies (UFAB) dont le siège social est situé 581 chemin d'Aubord – CS 10 001 – 30 600 VAUVERT, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter des installations de stockage et de vieillissement d'alcools de bouche situées à la même adresse, parcelles de section AB n°119 à 128, 137, 148 à 150, 275, 277, 278, 281 et 328 du plan cadastral. »

Article 3 – Consistance des installations classées

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes.

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

« Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article R. 512-32 du Code de l'environnement.

L'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes organisé comme il suit :

- cinq zones de stockage d'alcool en cuves aériennes dénommées SICA, CICG, UFAD, SAV1 et SAV2 ;
- quatre bâtiments de vieillissement d'alcool : chai n°2, chai n° 3, zone neutre/chai n°1/chai n°4 et chai n°5 ;
- des installations de pompage, transfert et mélange des alcools ;
- une zone de chargement et de déchargement des camions citernes d'alcool ;
- des bureaux et locaux sociaux.

L'installation de stockage des alcools est constituée de bacs inox et de fûts de chêne d'une capacité totale de 22 541 m³ répartie sur 11 parcs ou chais de vieillissement dénommés ci-avant.

Article 4 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par le tableau présent en annexe non communicable mais consultable sous condition.

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

Article 5 – Eaux pluviales

L'article 3.5 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les eaux pluviales issues de la partie Nord-Ouest du site sont collectées par le bassin d'infiltration d'une capacité de 130 m³ implanté entre les chais n°3 et 5.

Les eaux pluviales qui ruissellent sur les autres parties imperméabilisées du site rejoignent directement le réseau d'évacuation des eaux pluviales commun aux deux sites.

Elles sont dirigées vers une station de relevage située dans l'emprise de la société UDM et gérée par cette dernière. Cette station de relevage est équipée de deux pompes de 60 m³/h de débit, permettant de diriger le premier flot des eaux pluviales vers l'installation de prétraitement des effluents de la distillerie, puis vers les terrains d'épandage.

En cas de forte pluie, un déversoir d'orage permet d'évacuer l'excédent des eaux pluviales vers le Vallat de la Reyne.

Une convention est établie entre les sociétés UDM et UFAB pour fixer les modalités de rejet des eaux pluviales de la société UFAB dans ce réseau.

Article 6 – Cuvettes de rétention

Le 1^{er} alinéa de l'article 3.7.2 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les cuvettes de rétention doivent avoir un volume au moins égal à celui du plus gros réservoir contenu et à la moitié de la capacité totale de tous les bacs situés dans la cuvette. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les cuvettes de rétention sont étanches. La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche sera au maximum de 10⁻⁸ m/s, cette dernière aura une épaisseur minimale de 2 cm.

Le rez-de-chaussée et le niveau R+1 du chai n°5 disposent d'une rétention d'un mètre de profondeur. »

Article 7 – Comportement au feu

L'article 7.7.1 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes.

L'article 7.7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

« En vue de prévenir la propagation d'un incendie entre les différentes parties de l'établissement et de limiter le rayonnement thermique à l'extérieur du site, l'établissement vérifie les conditions constructives minimales suivantes :

- les murs extérieurs du chai n°3 sont construits en matériau présentant une résistance au feu REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- le chai n° 3 est séparé du chai n°2 par une distance minimale de 10 mètres ;
- le chai n° 2 est séparé du bâtiment qui abrite les chais n°s 1 et 4 et la zone neutre par un mur REI 120 (coupe-feu de degré minimum 2 heures) ;
- la structure du chai n°5 est R60 et les murs extérieurs sont construits en matériaux présentant une résistance au feu REI 360 ;
- le rez-de-chaussée et le 1^{er} niveau du chai n°5 sont séparés en deux cellules par un mur REI 360 ;
- les deux niveaux sont séparés par une dalle sans ouverture et présentant une résistance au feu REI 360 ;
- le chai n°5 est séparé du chai n°3 par une distance minimale de 18 m et de la limite de propriété entre UFAB et UDM d'une distance au moins égale à 10 m. »

Article 8 – Désenfumage

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est complété par les dispositions suivantes.

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

« Article 7.7.4.1 – Désenfumage du chai n°5

Le système de désenfumage du chai n°5 est maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale. Le réseau électrique qui alimente le système de désenfumage est indépendant du reste des installations.

Article 7.7.4.1.1 Rez-de-chaussée

Le rez-de-chaussée du chai n°5 est équipé d'un système de désenfumage se composant de :

- deux gaines réparties sur deux côtés du bâtiment et munies de bouches d'aspiration permettant une extraction mécanique des fumées avec un débit d'environ 72 500 m³/h mesuré au débouché,
- une ventilation à l'extérieur du bâtiment,
- deux amenées d'air via deux exutoires placés en partie basse du bâtiment.

Les commandes d'ouverture manuelle du rez-de-chaussée sont situées en façade du bâtiment.

Article 7.7.4.1.2 Niveau R+1

Le niveau R+1 est équipé en toiture de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

La surface utile d'ouverture de ces dispositifs représente 1 % de la surface totale à désenfumer.

Les exutoires sont à déclenchement automatique (fusibles) et les commandes d'ouverture manuelle du niveau R+1 sont placées à l'extérieur à proximité des accès du rez-de-chaussée. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.

Article 7.7.4.2 – Amenées d'air du chai n°5

Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes du chai à désenfumer donnant sur l'extérieur. »

Article 9 – Prévention des effets domino

L'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions suivantes.

L'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

« Pour limiter le risque d'effet domino en cas d'incendie de l'un ou l'autre des dépôts d'alcools des sociétés UFAB et UDM :

- un rideau d'eau est mis en place entre le stockage tampon de la distillerie (UDM) et le stockage d'alcools SICA. Le rideau d'eau d'une longueur de 30 m, est adossé au mur du stock tampon, son débit en eau de refroidissement n'est pas inférieur à 30 m³/h ;
- les bacs de stockage du parc SICA sont équipés de couronnes d'arrosage permettant le refroidissement de la robe des bacs en cas d'incendie du stock tampon. Le débit en eau de refroidissement des couronnes n'est pas inférieur à 15 l/mn/m de circonférence du réservoir ;
- un merlon d'une hauteur minimale de 2,20 mètres est constitué au nord du chai n°5 afin de limiter les effets thermiques d'un incendie sur les installations exploitées par la société UDM.

La société UFAB établit une convention avec la société UDM pour permettre de s'assurer que les stockages d'engrais sont implantés à une distance d'éloignement d'au moins deux mètres des limites de propriété du site d'UFAB. »

Article 10 – Ressources en eau et mousse

Le 1^{er} alinéa de l'article 7.10.4 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est remplacé par les dispositions présentes en annexe non communicable mais consultable sous condition.

L'article 7.10.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°20-0144-DREAL du 22 juillet 2020 est abrogé.

Article 11 – Mesures de prévention en phase travaux

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est complété par les dispositions suivantes.

« Article 2.2.4 Aménagements et travaux envisagés

Pendant la phase de travaux de construction de l'extension du chai n°5, les mesures de prévention nécessaires sont mises en œuvre à travers un plan de prévention établi par l'exploitant.

Une vérification de la zone en chantier est effectuée en fin de journée afin de s'assurer de l'absence de risque lié aux travaux de construction. »

Article 12 – Étude de dangers

L'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n°11.202N du 5 décembre 2011 est complété par les dispositions suivantes.

« Article 2.5.1 Étude de dangers

L'exploitant dispose d'une étude des dangers au sens de l'article D. 181-15-2-II du Code de l'environnement. Cette étude comporte une analyse des risques recensant, décrivant et étudiant tous les accidents susceptibles d'intervenir afin d'aboutir à l'étude des scénarios d'accident. Elle justifie que les fonctions de sécurité mises en place pour la prévention et la lutte contre les accidents sont bien adaptées.

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation, ainsi qu'à la demande de l'inspection des installations classées.

Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers intègre un document décrivant la politique de prévention des accidents majeurs.

Article 2.5.2 Notice de ré-examen

Une notice de ré-examen, dont la forme et le contenu sont établis par l'avis de la DGPR du 8 février 2017, est produite par l'exploitant dans un délai de un an.

La notice est remise accompagnée de l'étude de dangers mise à jour ainsi qu'un résumé non technique de l'étude de dangers afin d'intégrer les modifications apportées aux installations identifiées au cours des dernières années mais non consolidées dans l'étude de dangers. »

Article 13 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 14 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1^{er} du présent arrêté, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 15 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques à l'adresse suivante : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

Article 16 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie et le maire de Vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Union Française des Alcools et Brandies.

Le Préfet

Pour le préfet,
le sous-préfet,
secrétaire général adjoint


Mathias NIEPS